



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16316
6 février 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 5 FEVRIER 1984, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE
ISLAMIQUE D'IRAN AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Me référant à ma lettre précédente No 995, datée du 3 février 1984 (S/16310), et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur une déclaration récente du régime iraquien, qui laisse présager une nouvelle escalade du conflit irano-iraquien.

Le 4 février 1984, à 18 h 10 (heure locale) la télévision iraquienne a interrompu ses programmes habituels pour diffuser un communiqué militaire. Par ce communiqué, publié en réponse à la déclaration du Premier Ministre de la République islamique d'Iran, dans laquelle celui-ci faisait savoir que, si les menaces iraquiennes se concrétisaient, l'Iran attaquerait les installations économiques et industrielles de l'Iraq, le régime iraquien a annoncé qu'en plus des sept villes mentionnées dans le communiqué du 2 février 1984, les quatre villes iraniennes de Port-de-l'imam-Khomeini, Masjid-Soleiman, Behbahan et Ramhormuze seraient aussi bombardées après le 8 février 1984.

Je tiens à réaffirmer que la totale indifférence dont fait preuve la communauté internationale devant les crimes inhumains perpétrés par le régime baathiste ne sert qu'à encourager ce dernier à commettre de nouveaux crimes. Si la responsabilité principale de ces crimes et de leurs conséquences incombe au régime iraquien, l'Organisation des Nations Unies, quant à elle, ne peut se disculper.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Fereidoun D. KAMALI